



## **1<sup>er</sup> mai aux revendications non masquées !**

Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. De nombreux pays vivent grâce aux oubliés, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie. Évidemment ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas comptés leurs heures, leur dévouement. Ensuite il y a tous les salariés, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical, du social, du nettoyage..., ainsi que tous ces agents de la fonction publique qui ont continué d'assurer leurs missions de service publics, et plus largement ceux et celles qui travaillent au service de la population.

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, en cette journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs, nous aurions toutes les raisons de battre le pavé. Le contexte nous conduit à rappeler combien nos revendications, ignorées par les gouvernements successifs, se révèlent justifiées, impératives.

A l'inverse, ce que le gouvernement organise dans cette période, c'est la protection des richesses d'une minorité face à l'appauvrissement de la majorité. Nous savons que la solution c'est un autre système. C'est à ceux qui produisent les crises, à ceux qui possèdent à 25 les mêmes richesses que la moitié de l'humanité la plus pauvre, de payer.

Les choix du capitalisme mondialisé ont contraint les peuples à subir l'extension de la contamination au monde entier et les remèdes organisés par les gouvernements sont pire que le mal. Ainsi, on voudrait présenter l'addition de la crise économique, résultant de la pandémie, aux peuples.

En France, ceux qui sont les plus sollicités, au péril de leur vie, ceux que le Président appelle « la première ligne » sont, pour la plupart, des salariés mal payés et/ou précaires.

Il faut une autre répartition des richesses qui passe, non pas par une prime de circonstance, par la suppression de l'ISF, la création du CICE et du Crédit Impôt Recherche, mais par la revalorisation des salaires, des pensions, des minima sociaux et le rétablissement de l'échelle mobile des salaires.

Nous réaffirmons qu'il faut revenir aux fondements mêmes de la Sécurité Sociale, issue du Conseil National de la Résistance, du programme « Les Jours Heureux » rédigé dans la clandestinité, résistant aux heures les plus sombres de l'Histoire de France, récupérés honteusement par Macron dans son dernier discours.

La solution est bien là, comme le programme du Conseil National de la Résistance a permis de relancer l'économie à l'après-guerre (dernière crise la plus importante avant le Covid-19), il faut un programme de nationalisation sans contreparties et de reconquête sociale.

## Nos revendications

- **Retraites** : Retrait définitif du projet Macron/Philippe/Berger
- **Santé et Sécurité Sociale** : Rétablissement des cotisations et des mesures de protection sociale. Arrêt des exonérations. Fin de l'austérité pour l'hôpital, les EHPAD publics et structures médico-sociales, recrutement massif de soignants, amélioration de leurs conditions de travail et salaires, relocalisation de la production des médicaments et du matériel médical en France. La situation exige aussi la reconnaissance en accidents du travail et maladies professionnelles de tous les salariés et agents atteints pas le Covid-19.
- **Allocations** : attaquées alors que premier vecteur de la répartition des richesses vers les familles, les étudiants et les précaires doit répondre à leurs besoins vitaux.
- **La protection** contre les accidents du travail et maladies professionnelles qui doivent être encore mieux financés par nos employeurs. Cela passe notamment par la reconnaissance des pandémies en maladie professionnelle pour tous les travailleurs.
- **Emploi** : la gravité de la situation exige une protection maximum contre la perte d'emplois, donc un plan d'aides qui ne laisse personne au bord de la route.

**De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.**

Nous pouvons tous être acteurs d'une sécurité sociale professionnelle pour garantir encore plus de droits aux travailleurs, pensionnés et privés d'emploi.

C'est aller chercher un nouveau acquis social pour garantir la non rupture du salaire dans les étapes d'études, de recherche d'emploi, de formation, de travail et de retraite.

**C'est aux plus riches de payer les crises qu'ils ont créées. #plus jamais ça !**

Cette catastrophe sanitaire renvoie chacun à ses responsabilités. Nous assumons les nôtre avec les revendications autour desquelles nous appelons tous les salariés du privé, agents du public, retraités, privés d'emploi à se regrouper pour imposer un avenir solidaire et social. Il est incompatible avec le capitalisme.

Le jour d'après commence aujourd'hui, mobilise-toi !

**Transformons le monde de demain en un monde viable, et qui réponde aux urgences sociales et climatiques.**

*Le 28 avril 2020*